

VOTATION CANTONALE

7 mars 2010



REPUBLIQUE
ET CANTON
DE GENEVE

POST TENERIAS LUX

VOTE PAR INTERNET

A votre service

Votre enveloppe grise doit contenir:

- 1 carte de vote
- 1 enveloppe de vote bleue au format C5
- 1 bulletin de vote
- 1 brochure explicative pour les sujets fédéraux
- 1 brochure explicative pour le sujet cantonal

Si votre matériel de vote n'est pas complet ou si vous avez perdu ou détruit votre carte de vote, il faut appeler le service des votations et élections qui vous renseignera volontiers sur la manière de procéder.

tél. 022 546 52 00
jusqu'au vendredi 5 mars 2010
de 9h à 16h

le dimanche 7 mars 2010
de 10h à 12h

Vous pouvez consulter le site internet de l'Etat de Genève, à l'adresse:

<http://www.ge.ch>

Qui peut voter par internet?

Les électrices et électeurs genevois ont approuvé le 8 février 2009 la généralisation du vote par internet dans le canton. Cependant, lorsqu'un scrutin fédéral est organisé en même temps qu'un scrutin cantonal, ce sont les règles fédérales qui font foi.

Pour l'heure, la Confédération ne permet pas d'offrir le vote par internet à l'ensemble du canton, c'est pourquoi seules certaines communes peuvent voter en ligne. Si votre carte de vote porte la mention Vote par internet, vous habitez l'une de ces communes. Si ce n'est pas le cas, prenez votre mal en patience: ce n'est que partie remise.

En revanche, la plupart des Suisses de l'étranger peuvent voter en ligne. Ce canal est ouvert à tous ceux qui résident dans l'Union européenne, en Andorre, à Chypre du Nord, au Liechtenstein, à Monaco, Saint-Marin ou au Vatican ainsi que dans l'un des Etats signataires de l'Arrangement de Wassenaar qui se sont engagés à ne pas entraver les communications transitant par internet (Afrique du Sud, Argentine, Australie, Canada, Corée du Sud, Croatie, Etats-Unis, Japon, Norvège, Nouvelle Zélande, Russie, Turquie et Ukraine).

Quand voter?

L'urne électronique est ouverte du lundi 8 février 2010 à midi heure suisse (GMT+1) au samedi 6 mars 2010 à midi heure suisse.

Afin de ne pas être pris au dépourvu par une panne de courant ou une perturbation d'internet, nous vous invitons à voter aussitôt que vos choix seront arrêtés quant aux questions qui vous sont posées.

Assistance

Tout savoir sur le vote par internet: www.ge.ch/evoting

Une assistance téléphonique est à votre disposition au +41 22 546 52 13, de 9h00 à 16h00, heure suisse, durant toute la durée du scrutin (le vendredi 5 mars de 9h00 à 20h00 et le samedi 6 mars de 8h00 à 12h00, heure suisse).

Vous pouvez aussi envoyer votre question à l'adresse helpdesk-evoting@etat.ge.ch, nous vous répondrons dans le délai d'un jour ouvrable.

TEXTE
DE LA LOI

Loi modifiant la loi sur l'énergie (LEn), du 9 octobre 2009 (L 2 30 – 10258)

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève décrète ce qui suit:

Art. 1 Modifications

La loi sur l'énergie, du 18 septembre 1986, est modifiée comme suit:

Art. 3, al. 2 (nouveau)

² L'autorité compétente peut confier à des personnes physiques ou morales de droit public ou de droit privé la réalisation de tâches d'exécution de la présente loi ou de son règlement d'application (ci-après: règlement).

Art. 6 Définitions (nouvelle teneur)

Energies renouvelables

¹ Sont considérées comme des énergies renouvelables l'énergie hydraulique, l'énergie solaire, l'énergie géothermique, la chaleur ambiante, l'énergie éolienne ainsi que l'énergie tirée de la biomasse et des déchets de biomasse.

Energies de réseau

² Par énergies de réseau, on entend l'énergie amenée à l'utilisateur par les réseaux de transport de gaz, d'électricité ou d'énergie thermique des Services industriels ou d'un autre gestionnaire de réseau.

Energie finale

³ Par énergie finale, on entend l'énergie destinée à la consommation finale après transformation, telle que l'essence à la pompe, les énergies de réseau, le mazout et les pellets de bois.

Exergie

⁴ On entend par exergie la quantité maximale de travail, c'est-à-dire d'énergie fournie par l'action d'une force, qui peut être tirée d'une ressource énergétique.

Utilisation rationnelle de l'énergie

⁵ Par utilisation rationnelle de l'énergie, on entend une utilisation caractérisée par un rendement exergetique optimisé qui minimise la consommation d'énergie pour un besoin donné.

Coût externe de l'énergie

⁶ Par coût externe de l'énergie, on entend le coût des conséquences de la consommation d'énergie, telle que l'émission de polluants, qui n'est pas pris en charge par le responsable de ladite consommation et est assumé par la collectivité.

Indice de dépense d'énergie et indice partiel de dépense d'énergie

⁷ L'indice de dépense d'énergie représente la consommation annuelle d'énergie finale de tout ou partie d'un bâtiment nécessaire à la couverture des besoins de ses occupants divisée par la surface de référence énergétique, définie par le règlement. Il est basé sur la somme pondérée des quantités mesurées d'énergie finale consommée et exportée. Cet indice peut être établi sur la base de relevés de consommation d'énergie d'un bâtiment en exploitation (indice mesuré de dépense d'énergie), ou sur la base d'hypothèses et d'une méthode de calcul prédéfinies (indice calculé de dépense d'énergie). L'indice partiel de dépense d'énergie est un indice de dépense d'énergie dans lequel seule une partie des besoins en énergie des occupants d'un bâtiment est prise en compte (par exemple le besoin de chaleur).

Indice de dépense de chaleur

⁸ L'indice de dépense de chaleur d'un bâtiment est l'indice partiel de dépense d'énergie dudit bâtiment relatif au besoin d'énergie pour la production de chaleur dans ce dernier. Le calcul de l'indice est corrigé en fonction des données climatiques de l'année considérée.

Indice de dépense d'électricité

⁹ L'indice de dépense d'électricité d'un bâtiment est l'indice partiel de dépense d'énergie dudit bâtiment relatif à la demande d'électricité.

Certificat énergétique

¹⁰ Par certificat énergétique, on entend une évaluation de la performance énergétique de tout ou partie d'un bâtiment ou d'un projet de bâtiment qui le classe dans une catégorie selon une méthode de calcul ou de mesure prédéfinie:

- a) un certificat calculé est établi sur la base d'indices calculés de dépense d'énergie;
- b) un certificat mesuré est établi sur la base d'indices mesurés de dépense d'énergie.

Standard énergétique et standard de haute performance énergétique

11 Par standard énergétique, on entend un ensemble de prescriptions qui fixent des objectifs à atteindre en matière de performance énergétique minimale. Par standard de haute performance énergétique, on entend un standard énergétique qui fixe des objectifs élevés en matière de performance énergétique. Par standard de très haute performance énergétique, on entend un standard énergétique qui fixe des objectifs très élevés en matière de performance énergétique.

Concept énergétique de bâtiment et concept énergétique territorial

12 Par concept énergétique de bâtiment, on entend le produit d'une démarche systématique incluant l'élaboration de variantes qui vise à limiter les besoins en énergie d'une construction et de ses installations et à minimiser le recours aux énergies non renouvelables. Il repose sur l'élaboration d'un concept architectural et technique cohérent en fonction du besoin des utilisateurs, des opportunités et des contraintes que présente l'environnement du projet.

Le concept énergétique territorial est une approche élaborée à l'échelle du territoire ou à celle de l'un de ses découpages qui vise à :

- a) organiser les interactions en rapport avec l'environnement entre les acteurs d'un même territoire ou d'un même découpage de ce dernier, notamment entre les acteurs institutionnels, professionnels et économiques;
- b) diminuer les besoins en énergie, notamment par la construction de bâtiments répondant à un standard de haute performance énergétique et par la mise en place de technologies efficaces pour la transformation de l'énergie;
- c) développer des infrastructures et des équipements efficaces pour la production et la distribution de l'énergie;
- d) utiliser le potentiel énergétique local renouvelable et les rejets thermiques.

Installation de climatisation

13 On entend par installation de climatisation une installation utilisée pour évacuer des charges thermiques comprenant des machines frigorifiques à compression de vapeur ou à sorption.

Installation de climatisation de confort

14 On entend par installation de climatisation de confort une installation qui sert à améliorer le confort thermique.

Grand consommateur

15 On entend par grand consommateur un consommateur qui, sur un site donné, a une consommation annuelle de chaleur supérieure à 5 GWh ou une consommation annuelle d'électricité supérieure à 0,5 GWh.

Bâtiment d'importance

16 On entend par bâtiment d'importance un bâtiment reconnu comme tel du fait de l'importance de sa surface de référence énergétique ou de la puissance énergétique de ses installations.

Contrat à la performance

17 On entend par contrat à la performance un contrat rémunéré en tout ou partie en fonction de l'atteinte d'objectifs de performance énergétique.

Ecologie industrielle

18 Par écologie industrielle, on entend la prise en compte de synergies possibles entre activités économiques en termes de flux énergétiques et de matières en vue de minimiser leur impact sur l'environnement.

Art. 6A, al. 3 et 4 (abrogés)

Art. 11 Coordination des plans directeurs (nouveau teneur)

¹ Les autorités compétentes veillent à ce que les divers plans directeurs, tels que le plan directeur cantonal d'aménagement du territoire, tiennent compte de la conception générale en matière d'énergie et du plan directeur des énergies de réseau.

² En matière d'aménagement du territoire, les plans directeurs de quartier, les plans localisés de quartier, les plans localisés agricoles et les plans visés à l'article 13, alinéa 1, lettre b, de la loi d'application de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire, du 4 juin 1987, comportent un concept énergétique territorial. Ces deux dernières catégories de plans répondent aux principes de l'écologie industrielle.

³ L'autorité compétente peut décider en cas de besoin qu'une portion de territoire particulière fasse l'objet d'un concept énergétique territorial selon les conditions définies dans le règlement.

Art. 13 Qualités énergétiques (nouveau teneur avec modification de la note)

Sur la base d'études, et à titre de recommandation, l'autorité compétente définit des mesures techniques et économiques visant la qualité énergétique des bâtiments et des installations, ainsi que des normes de consommation spécifique pour le domaine bâti.

Art. 14 Prescriptions et standards énergétiques applicables (nouveau teneur avec modification de la note)

¹ Le règlement fixe les prescriptions et les standards énergétiques applicables notamment en matière :

- a) d'isolation thermique et de protection thermique estivale;
- b) de préparation d'eau chaude sanitaire;
- c) d'aération;
- d) d'éclairage;
- e) de chauffage et de climatisation;
- f) d'indice de dépense d'énergie.

² Lors de la construction ou de la rénovation de bâtiments ou d'installations, l'autorité compétente peut prescrire au cas par cas la prise de dispositions constructives et techniques pour permettre l'intégration future d'installations techniques contribuant à une plus grande efficacité énergétique ou recourant aux énergies renouvelables. Tel est notamment le cas s'agissant d'un système de distribution de chaleur pour le chauffage à basse température ou de dispositifs permettant un raccordement ultérieur à une conduite à distance.

³ L'autorité compétente peut contrôler la consommation d'énergie de tout bâtiment ou installation. En cas de dépassement des prescriptions applicables au cas d'espèce dans les domaines régis par l'alinéa 1, elle peut ordonner au propriétaire de réaliser, à ses frais, un audit énergétique et des mesures raisonnables, au sens de l'article 12 de la présente loi, d'optimisation de la gestion énergétique du bâtiment ou de l'installation concernés. S'il n'y a pas de dépassement des prescriptions applicables, les frais de contrôle ne peuvent pas être mis à la charge du propriétaire.

⁴ Les grands consommateurs réalisent à leurs frais des audits énergétiques utiles de leur consommation d'énergie thermique, d'eau et d'électricité, et prennent des mesures raisonnables d'optimisation de leur consommation.

⁵ Les propriétaires de bâtiments ou d'installations et les consommateurs qui doivent prendre des mesures d'optimisation visées aux alinéas 3 et 4 du présent article peuvent notamment bénéficier de mesures d'encouragement prévues par la loi instituant deux fonds pour le développement des énergies renouvelables et les économies d'énergie, du 20 novembre 1998.

⁶ Les propriétaires de bâtiments ou d'installations visés à l'alinéa 3 ainsi que les grands consommateurs visés à l'alinéa 4 sont dispensés de réaliser les mesures prévues s'ils justifient être dans l'incapacité d'établir un plan de leur financement. Cette dispense fait l'objet d'une réévaluation périodique.

⁷ L'alinéa 4 ne s'applique pas aux grands consommateurs qui s'engagent, de façon individuelle ou au sein d'un groupe, à atteindre un objectif d'évolution spécifique de leur consommation agréé par l'autorité compétente. Cette dernière peut les dispenser du strict respect de certaines exigences prévues par la présente loi et le règlement, dont la liste figure dans ledit règlement.

⁸ Les grands consommateurs concluent des contrats à la performance pour l'entretien des installations techniques consommatrices d'énergie ou exploitent leurs propres

installations selon les principes qui régissent lesdits contrats.

⁹ Les autorités compétentes subordonnent la délivrance de l'autorisation de construire ou de l'autorisation de raccordement à des réseaux publics de distribution d'énergie au respect des normes légales et réglementaires visées à l'alinéa 1.

Art. 15 Prescriptions en matière de construction et de rénovation (nouvelle teneur avec modification de la note)

Bâtiments neufs

¹ Les prescriptions minimales fixées par le règlement dans les domaines régis par l'article 14, alinéa 1, de la présente loi sont respectées lors de la construction, de l'équipement et de l'exploitation d'un nouveau bâtiment ou de l'extension d'un bâtiment existant. Ils respectent des standards de haute performance énergétique.

² Tout nouveau bâtiment ou toute extension d'un bâtiment existant sont en principe équipés de capteurs solaires thermiques, lesquels couvrent au minimum 30% des besoins de chaleur admissibles pour l'eau chaude sanitaire. Le règlement prévoit des exceptions, notamment lorsque ces besoins sont couverts par d'autres énergies renouvelables, ou en cas de toiture mal orientée, de locaux inoccupés pendant l'été ou de faible besoin en eau chaude sanitaire en raison notamment de l'affectation de l'immeuble.

³ Le règlement peut prévoir des exceptions aux alinéas 1 et 2.

Rénovation de bâtiments

⁴ Les prescriptions minimales fixées par le règlement dans les domaines régis par l'article 14, alinéa 1, de la présente loi sont applicables à toute rénovation de bâtiments et d'installations.

⁵ Lors de rénovation de toitures de bâtiments, des capteurs solaires thermiques sont posés, lesquels couvrent au minimum 30% des besoins de chaleur admissibles pour l'eau chaude sanitaire.

⁶ Le règlement prévoit des exceptions aux alinéas 4 et 5, notamment lorsque la pose de capteurs solaires est financièrement disproportionnée, notamment en raison des caractéristiques de l'immeuble, ou en cas de toiture mal orientée, de locaux inoccupés pendant l'été ou de faible besoin en eau chaude sanitaire en raison notamment de l'affectation de l'immeuble. Dans de tels cas, des solutions de remplacement sont cherchées chaque fois que c'est possible.

Construction ou rénovation de bâtiments d'importance

⁷ Tout projet de construction ou de rénovation de bâtiments d'importance fait l'objet d'un concept énergétique.

⁸ Le règlement fixe la surface de référence énergétique d'un bâtiment et/ou la puissance énergétique de ses installations à partir desquelles ce dernier est considéré d'importance.

⁹ Le règlement fixe des prescriptions particulières pour les rénovations desdits bâtiments dans les domaines régis par l'article 14, alinéa 1, de la présente loi.

¹⁰ Le règlement prévoit des exceptions aux alinéas 7 à 9, notamment lorsqu'une rénovation n'est pas susceptible de présenter un impact énergétique sensible.

Répercussion du coût des travaux sur les loyers

¹¹ Les mesures suivantes peuvent être répercutées sur les loyers, aux conditions prévues par l'article 14 de l'ordonnance sur le bail à loyer et le bail à ferme d'habitations et de locaux commerciaux, du 9 mai 1990:

- les mesures destinées à réduire les pertes énergétiques de l'enveloppe du bâtiment;
- les mesures visant à une utilisation rationnelle de l'énergie;
- les mesures destinées à réduire les émissions des installations techniques;
- les mesures visant à utiliser les énergies renouvelables;
- le remplacement d'appareils ménagers à forte consommation d'énergie par des appareils à faible consommation.

¹² Pour les loyers correspondant, avant travaux, aux besoins prépondérants de la population, le loyer après travaux n'excédera pas le montant maximum de la fourchette des loyers correspondant aux besoins prépondérants de la population, majoré:

- a) d'un montant correspondant à la baisse prévisible des charges énergétiques du locataire, auquel peut être rajouté, si nécessaire :
- b) un montant correspondant à la contribution énergétique du locataire, qui ne pourra pas dépasser 10 F par pièce, par mois.

¹³ Pour les loyers situés, avant travaux, au-delà des besoins prépondérants de la population, la hausse mentionnée ci-dessus n'excédera pas la baisse prévisible des charges énergétiques du locataire, à laquelle peut être rajouté, si nécessaire, un montant correspondant à la contribution énergétique du locataire qui ne pourra pas dépasser 10 F par pièce, par mois.

¹⁴ Le Conseil d'Etat détermine une fois l'an le prix moyen du kilojoule, par agent énergétique, utile à la détermination du montant de la baisse prévisible des charges énergétiques dont la méthode de calcul est précisée par voie réglementaire.

Art. 15A Bonus conjoncturel à l'énergie (nouvelle teneur avec modification de la note)

¹ Un crédit de 10 millions de francs par an, au plus, est ouvert au Conseil d'Etat au titre de subvention cantonale d'investissement, dès 2011, pour couvrir la partie du coût des travaux énergétiques qui ne pourront pas être répercutés, en vertu des articles 15, alinéas 11 à 14, de la présente loi et 6, alinéa 3, et 9, alinéa 6, de la loi sur les démolitions, transformations et rénovations de maisons d'habitation (mesures de soutien en faveur des locataires et de l'emploi), du 25 janvier 1996.

Ayant droits

² Les propriétaires d'immeubles d'habitation qui ont déposé une demande d'autorisation de construire pour des travaux de rénovation fondée sur la loi sur les démolitions, transformations et rénovations de maisons d'habitation (mesures de soutien en faveur des locataires et de l'emploi), du 25 janvier 1996, peuvent demander l'octroi d'une telle subvention.

Commission d'attribution

³ La commission instituée par la loi sur les démolitions, transformations et rénovations de maisons d'habitation (mesures de soutien en faveur des locataires et de l'emploi), du 25 janvier 1996, dans le cadre de l'attribution des subventions liées au bonus conjoncturel à la rénovation, est chargée de préavisier l'attribution des subventions liées au présent bonus conjoncturel à l'énergie. Les conditions ainsi que la procédure détaillée de la présente subvention sont fixés dans le règlement d'application de la présente loi.

Art. 15B Installations fixes de chauffage électrique à résistance des bâtiments (nouvelle teneur avec modification de la note) **Chauffage**

¹ Le raccordement au réseau public d'électricité d'une installation fixe de chauffage électrique à résistance neuve, modifiée ou qui renouvelle un chauffage électrique existant est soumis à autorisation exceptionnelle de l'autorité compétente.

² Le remplacement d'une installation fixe de chauffage électrique à résistance qui alimente un système de distribution à eau par un chauffage électrique fixe à résistance est interdit.

³ Il est interdit d'utiliser une installation fixe de chauffage électrique à résistance en complément d'une installation principale de chauffage lorsque la température extérieure est supérieure ou égale à la température de dimensionnement fixée par les normes en vigueur.

⁴ L'autorisation ne peut être délivrée que si le bâtiment intégrant l'installation raccordée ainsi que les installations de ce dernier satisfont aux prescriptions techniques fixées dans le règlement et si:

- a) l'usage d'un autre agent énergétique n'est pas adapté aux conditions locales ou exige un investissement disproportionné, ou
- b) l'installation et l'usage du chauffage électrique par résistance sont justifiés par des exigences de sécurité, ou
- c) l'installation et l'usage du chauffage électrique par résistance complètent une installation principale de chauffage lorsque la température extérieure est inférieure à la température de dimensionnement fixée par les normes en vigueur, ou
- d) l'installation et l'usage du chauffage électrique par résistance sont destinés à maintenir des locaux hors-gel lorsque l'absence prolongée des utilisateurs de ces

locaux a pour conséquence que l'installation principale de chauffage ne peut pas remplir cette fonction.

5 Le règlement peut prévoir des exceptions aux alinéas 1 et 3 pour des installations d'une puissance inférieure à un certain seuil ou en fonction de leur affectation.

Production d'eau chaude sanitaire

6 Dans les bâtiments neufs dont la consommation d'eau chaude sanitaire est importante, soit notamment les bâtiments d'habitation, le montage d'une installation électrique fixe à résistance de production d'eau chaude sanitaire respecte les prescriptions spécifiques à ce type d'installation fixées par le règlement dans les domaines régis par l'article 14, alinéa 1, de la présente loi.

7 Dans les bâtiments existants dont la consommation d'eau chaude sanitaire est importante, soit notamment les bâtiments d'habitation, le renouvellement ou la modification d'une installation électrique fixe à résistance de production d'eau chaude sanitaire respectent les prescriptions spécifiques à ce type d'installation fixées par le règlement dans les domaines régis par l'article 14, alinéa 1, de la présente loi. Le règlement peut prévoir des exceptions ou des délais de mise en conformité.

8 Le propriétaire d'une telle installation remet à l'autorité compétente avant le début des travaux une déclaration attestant sa conformité auxdites prescriptions.

Art. 15C Indice de dépense d'énergie et certificats énergétiques (nouvelle teneur avec modification de la note)

Chaleur

1 Le calcul annuel de l'indice de dépense de chaleur est obligatoire pour tous les bâtiments chauffés.

2 Le règlement prévoit des dispenses à la fréquence annuelle dudit calcul, notamment pour des bâtiments d'habitation alimentés par une seule centrale de chauffe et comprenant moins de 5 preneurs de chaleur.

3 Le propriétaire ou son mandataire communique à l'autorité compétente les données permettant le calcul de l'indice de dépense de chaleur, lequel est calculé selon les modalités prévues par le règlement.

4 Les bâtiments dont l'indice de dépense de chaleur pour le chauffage et la production d'eau chaude sanitaire dépasse le seuil fixé par le règlement sont soumis à un audit énergétique thermique aux frais de leurs propriétaires. A l'issue de cet audit, des mesures d'amélioration sont réalisées à leurs frais. En cas de dépassement significatif dudit seuil, l'autorité compétente peut leur ordonner de procéder à leurs frais à l'exécution de travaux permettant de baisser l'indice de dépense de chaleur pour le chauffage et la production d'eau chaude sanitaire en dessous d'une valeur maximale définie par le règlement.

5 Les propriétaires de bâtiments ou d'installations et les consommateurs qui doivent prendre des mesures d'optimisation visées à l'alinéa 4 du présent article peuvent notamment bénéficier des mesures d'encouragement prévues par la loi instituant deux fonds pour le développement des énergies renouvelables et les économies d'énergie, du 20 novembre 1998.

6 Le règlement prévoit des dispenses à l'exécution des mesures et/ou des travaux mentionnés à l'alinéa 4, notamment pour des bâtiments présentant un intérêt sur le plan de la protection du patrimoine et pour les propriétaires qui justifient être dans l'incapacité d'établir un plan de leur financement. Cette dispense fait l'objet d'une réévaluation périodique.

Electricité – Objectif

7 Le Conseil d'Etat établit un concept de détermination et d'utilisation d'un indice de dépense d'électricité. Cet indice devrait permettre:

- a) une évaluation de la consommation et de l'utilisation de l'énergie électrique pour les bâtiments existants;
- b) d'éviter pour les bâtiments existants que le non-assujettissement au décompte conduit à une augmentation à cette fin de la consommation d'électricité;
- c) de fixer des objectifs pour les bâtiments à construire.

8 Chaque fois que cela est possible, les autorités compétentes fixent, par voie législative ou réglementaire, pour les divers types de bâtiments, neufs ou déjà construits, les indices de dépense d'électricité, ainsi que leur modalité d'application, notamment en ce qui concerne les communs d'immeuble.

Certificats énergétiques

9 Lors d'un projet de rénovation, de construction ou d'extension de bâtiments conformes à un standard de haute performance énergétique, le requérant en autorisation de construire remet à l'autorité compétente avant l'ouverture des travaux un certificat énergétique calculé. Ce dernier est actualisé et remis à l'autorité compétente lors de la réception de l'ouvrage et des installations.

10 Pour les bâtiments et installations ayant fait l'objet d'un contrôle conformément à l'article 14, alinéa 3, de la présente loi, un certificat énergétique mesuré est établi aux frais du propriétaire et est fourni à l'autorité compétente en même temps que les documents permettant à cette dernière de contrôler le respect des prescriptions énergétiques applicables.

Art. 15D Installation productrice d'électricité (nouveau)

1 La mise en place, la transformation ou l'exploitation d'une installation productrice d'électricité d'une puissance supérieure à un seuil fixé par le règlement et alimentée en combustibles fossiles ou d'origine renouvelable est soumise à autorisation de l'autorité compétente.

² L'autorisation relative aux installations alimentées en combustibles fossiles n'est accordée que si la preuve est apportée par le requérant que:

- a) la demande d'énergie ne peut pas être raisonnablement couverte au moyen d'énergies renouvelables;
- b) l'installation présente un haut degré d'efficacité électrique, et
- c) les rejets de chaleur sont valorisés.

³ L'autorisation relative aux installations alimentées en combustibles d'origine renouvelable n'est accordée que si la preuve est apportée par le requérant que:

- a) l'installation présente un haut degré d'efficacité énergétique, et
- b) la majeure partie des rejets de chaleur est valorisée.

⁴ Le règlement peut prévoir des cas de dispense d'autorisation pour les installations alimentées en combustibles d'origine renouvelable.

⁵ L'alinéa 1 n'est pas applicable aux installations de secours et aux installations non raccordées au réseau dont la durée de fonctionnement ou d'essais est inférieure à 50 heures par an.

⁶ Lorsque l'alinéa 1 n'est pas applicable, le propriétaire de l'installation remet à l'autorité compétente avant le début des travaux une déclaration attestant sa conformité aux prescriptions fixées par le règlement dans les domaines régis par l'article 14, alinéa 1, de la présente loi.

Art. 16 Bâtiments et installations des collectivités publiques et des établissements et fondations de droit public et de leurs caisses de pension (nouvelle teneur avec modification de la note)

¹ Les constructions de bâtiments et installations des collectivités publiques, des établissements et fondations de droit public et de leurs caisses de pension doivent être conçues et maintenues de manière à satisfaire à un standard de haute performance énergétique, conforme aux prescriptions fixées dans le règlement.

² Les constructions nouvelles et les rénovations de bâtiments desdites entités font l'objet d'un concept énergétique et respectent les prescriptions fixées par la présente loi et le règlement pour les bâtiments d'importance. Le calcul de la rentabilité intègre le coût externe de l'énergie.

³ Les bâtiments existants desdites entités font l'objet d'une certification énergétique dans les conditions définies par le règlement. L'affichage du certificat énergétique mesuré est exigé à l'entrée des bâtiments desdites entités. Les données ayant permis d'établir le certificat énergétique desdits bâtiments sont communiquées à quiconque en fait la demande.

⁴ Les éclairages et illuminations publics sont conçus, réalisés et exploités de manière à garantir une utilisation économe et rationnelle de l'énergie ainsi qu'à privilégier l'utilisation d'énergies renouvelables.

⁵ Le Conseil d'Etat peut prescrire aux collectivités publiques, établissements et fondations de droit public et leurs caisses de pension ainsi qu'aux organismes subventionnés notamment:

- a) des catégories minimales de classe d'efficacité énergétique pour les bâtiments en exploitation;
- b) des catégories minimales de classe d'efficacité énergétique pour l'acquisition d'équipements;
- c) une échéance et un taux de réduction de la consommation énergétique des bâtiments qu'ils utilisent;
- d) la réalisation d'audits obligatoires pour les consommations d'énergie thermique, d'eau et d'électricité avec réalisation de travaux d'amélioration;
- e) la conclusion de contrats à la performance pour les installations consommatrices d'énergie;
- f) des travaux d'assainissement des installations de chauffage les plus polluantes;
- g) un remplacement selon échancier des véhicules lourds et de toutes les machines sans filtre à particules.

⁶ Le présent article est applicable aux constructions bénéficiant de lois de subventionnement votées par le Grand Conseil.

Art. 20, al. 1 (nouvelle teneur)

¹ En collaboration avec les communes, le canton peut favoriser, par des subventions, des dégrèvements fiscaux ou des prêts, l'utilisation rationnelle de l'énergie et l'utilisation d'énergie renouvelable.

Art. 21 Installation productrice de chaleur (nouvelle teneur avec modification de la note)

¹ Afin d'éviter le gaspillage d'énergie lors de la production de chaleur, l'autorité compétente encourage les systèmes chaleur-force, lorsque les conditions techniques et économiques sont réunies.

² La mise en place, le renouvellement ou la transformation d'une installation productrice de chaleur, d'une puissance supérieure à un seuil fixé par le règlement et alimentée en combustibles fossiles ou d'origine renouvelable telle qu'une chaudière est soumise à autorisation de l'autorité compétente.

³ L'autorisation relative aux installations alimentées en combustibles fossiles n'est accordée que si la preuve est apportée par le requérant que:

- a) la demande d'énergie ne peut pas être raisonnablement couverte au moyen d'énergies renouvelables ou de rejets de chaleur;
- b) l'installation intègre la meilleure technologie disponible et présente un haut degré d'efficacité énergétique, et

c) l'installation répond aux prescriptions fixées par le règlement dans les domaines régis par l'article 14, alinéa 1, lettre e, de la présente loi.

4 L'autorisation relative aux installations alimentées en combustibles d'origine renouvelable n'est accordée que si la preuve est apportée par le requérant que:

- a) la demande d'énergie ne peut pas être raisonnablement couverte au moyen de rejets de chaleur;
- b) l'installation intègre la meilleure technologie disponible et présente un haut degré d'efficacité exergétique, et
- c) l'installation répond aux prescriptions fixées par le règlement dans les domaines régis par l'article 14, alinéa 1, lettre e, de la présente loi.

5 Le règlement peut prévoir des cas de dispense d'autorisation pour les installations alimentées en combustibles d'origine renouvelable.

6 Lorsqu'une autorisation n'est pas requise, le propriétaire de l'installation remet à l'autorité compétente avant le début des travaux une déclaration attestant sa conformité aux prescriptions fixées par le règlement dans les domaines régis par l'article 14, alinéa 1, de la présente loi.

Art. 22 Réseaux énergétiques et raccordement (nouvelle teneur de la note), al. 1 (nouvelle teneur), al. 3 et 4 (nouveaux)

1 Le Conseil d'Etat peut prescrire, conformément au plan directeur des énergies de réseau et aux concepts énergétiques territoriaux issus de la coordination des planifications cantonales, la création d'un réseau de distribution d'énergie thermique alimentant:

- a) les nouveaux bâtiments;
- b) les bâtiments existants lorsque:
 - 1° le bâtiment fait l'objet de transformations importantes, ou
 - 2° les installations thermiques et notamment celles de chauffage, de production d'eau chaude ou de climatisation sont renouvelées ou modifiées.

3 A défaut d'accord direct ou d'autres solutions, les Services industriels peuvent être tenus d'assurer la réalisation et l'exploitation d'infrastructures et de réseaux énergétiques prescrits par le Conseil d'Etat.

4 Il n'y a pas d'obligation de raccordement à un réseau d'énergie utilisant une énergie non renouvelable, s'il existe une alternative recourant à une source renouvelable.

Art. 22B Climatisation (nouvelle teneur) Autorisation

1 Le montage, la modification ou le renouvellement d'installations de climatisation de confort sont soumis à autorisation de l'autorité compétente.

2 L'autorisation peut être accordée si les conditions suivantes sont réunies:

- a) le besoin de climatisation est démontré conformément à l'alinéa 3 ci dessous;
- b) une partie des rejets de chaleur est valorisée conformément à l'article 22C de la présente loi;
- c) l'eau de refroidissement est valorisée à sa sortie si l'installation est alimentée par le réseau d'eau potable;
- d) l'installation respecte les prescriptions énergétiques définies par le règlement dans les domaines régis par l'article 14, alinéa 1, de la présente loi.

3 Le besoin de climatiser est établi si, malgré le respect des prescriptions énergétiques définies par le règlement dans les domaines régis par l'article 14, alinéa 1, de la présente loi, des conditions de confort thermique ne sont pas garanties.

4 L'autorisation peut également être accordée dans des cas fixés par le règlement pour les bâtiments conformes à un standard de haute performance énergétique, ainsi que pour les installations dont les rejets de chaleur sont valorisés pour l'essentiel.

Déclaration de conformité

5 Le propriétaire d'une installation de climatisation non soumise à autorisation remet à l'autorité compétente avant le début des travaux une déclaration attestant la conformité de l'installation aux prescriptions fixées par l'article 22C ainsi que par le règlement dans les domaines régis par l'article 14, alinéa 1, de la présente loi.

Art. 22E, al. 2 (nouvelle teneur)

Dispense haute performance énergétique

2 Les bâtiments conformes à un standard de haute performance énergétique sont dispensés de l'installation du décompte individuel des frais de chauffage.

Art. 22E, al. 4, 1re et 2e phrases, et al. 5 (nouvelle teneur)

4 L'alinéa 1 n'est pas applicable lorsqu'il en résulterait des coûts disproportionnés par rapport au résultat obtenu, notamment lorsque l'indice de dépense de chaleur pour le chauffage et l'eau chaude sanitaire des bâtiments concernés est inférieur à celui fixé par le règlement. A cette fin, l'autorité compétente calcule, conformément à l'article 15B de la présente loi et au règlement, l'indice de dépense de chaleur pour tous les bâtiments visés à l'alinéa 1 et avise le propriétaire de chaque bâtiment du résultat de ce calcul. (...)

5 L'autorité compétente notifie une décision d'assujettissement au propriétaire de tout bâtiment dont la valeur moyenne des indices de dépense de chaleur pour le chauffage et l'eau chaude sanitaire des deux dernières années est supérieure à celle fixée dans le règlement. Le propriétaire du bâtiment assujéti dispose d'un délai de 2 ans pour installer les dispositifs prévus à l'alinéa 1 et pour introduire le décompte individuel des frais de chauffage ou ramener l'indice de dépense de chaleur à une valeur inférieure à celle fixée par le règlement.

Art. 22I, al. 2 (abrogé)

Chapitre V Dispositions finales et transitoires (nouvelle teneur)

Art. 26 Dispositions transitoires (nouveau)

Modification du 9 octobre 2009

¹ Les dispositions de la modification du 9 octobre 2009 ne s'appliquent pas aux requêtes en autorisation énergétique ou en octroi d'un soutien financier qui sont pendantes lors de son entrée en vigueur.

² Les dispositions de la modification du 9 octobre 2009 ne s'appliquent pas aux projets de construction ou de rénovation de bâtiments pour lesquels une requête en autorisation de construire a déjà été déposée avant l'entrée en vigueur de la loi.

³ L'article 14, alinéa 3, de la modification du 9 octobre 2009 s'applique aux bâtiments pour lesquels une demande d'autorisation de construire ou de rénover a été déposée après son entrée en vigueur ou pour tout bâtiment au bénéfice d'un concept énergétique, quelle que soit la date du dépôt de la demande d'autorisation de construire.

Art. 2 Modifications à d'autres lois

¹ La loi générale sur les contributions publiques, du 9 novembre 1887 (D 3 05), est modifiée comme suit:

Art. 78 Exonération (nouvelle teneur)

Sont exonérées de cet impôt les sociétés coopératives d'habitation, régies par le titre XXIX du code des obligations, dont les statuts prévoient qu'aucune répartition de bénéfices ne peut être faite en faveur de leurs membres. Les immeubles qui respectent un standard de haute performance énergétique ou de très haute performance énergétique sont exonérés pour une durée de 20 ans.

* * *

² La loi sur l'imposition des personnes physiques, du 27 septembre 2009 (D 3 08), est modifiée comme suit:

Art. 34, lettre d (nouvelle teneur)

Sont déduits du revenu:

d) les frais nécessaires à l'entretien des immeubles privés que possède le contribuable, les frais de remise en état d'immeubles acquis récemment, les primes d'assurances relatives à ces immeubles, les frais d'administration par des tiers,

ainsi que les investissements destinés à économiser l'énergie et à ménager l'environnement concernant les bâtiments existants. Pour son propre logement, le contribuable peut faire valoir une déduction forfaitaire au lieu du montant effectif de ces frais et primes. Le Conseil d'Etat arrête ces déductions forfaitaires.

* * *

³ La loi générale sur les zones de développement, du 29 juin 1957 (L 1 35), est modifiée comme suit:

Art. 3, al. 1, lettre f (nouvelle), al. 5 (nouvelle teneur)

¹ Les plans localisés de quartier prévoient notamment:

f) un concept énergétique territorial au sens de l'article 6, alinéa 12, de la loi sur l'énergie, du 18 septembre 1986.

⁵ La haute performance énergétique, reconnue comme telle par le service compétent, d'une construction prévue par un plan localisé de quartier constitue un motif d'intérêt général justifiant que le projet de construction s'écarte de ce plan. Dans cette hypothèse, la surface de plancher constructible peut excéder de 10% au maximum celle qui résulterait de la stricte application du plan.

* * *

⁴ La loi sur l'extension des voies de communication et l'aménagement des quartiers ou localités, du 9 mars 1929 (L 1 40), est modifiée comme suit:

Art. 3, al. 1, lettre f (nouvelle), al. 5 (nouvelle teneur)

¹ Les plans localisés de quartier prévoient notamment:

f) un concept énergétique territorial au sens de l'article 6, alinéa 12, de la loi sur l'énergie, du 18 septembre 1986.

⁵ La haute performance énergétique, reconnue comme telle par le service compétent, d'une construction prévue par un plan localisé de quartier constitue un motif d'intérêt général justifiant que le projet de construction s'écarte de ce plan. Dans cette hypothèse, la surface de plancher constructible peut excéder de 10% au maximum celle qui résulterait de la stricte application du plan.

* * *

⁵ La loi sur les constructions et les installations diverses, du 14 avril 1988 (L 5 05), est modifiée comme suit:

Art. 59, al. 1 et 4 (nouvelle teneur)

¹ La surface de la construction, exprimée en m² de plancher, ne doit pas excéder 20% de la surface de la parcelle. Cette surface peut être portée à 22% lorsque la construction est conforme à un standard de haute performance énergétique, respectivement à 24% lorsque la construction est conforme à un standard de très haute performance énergétique, reconnue comme telle par le service compétent. Ces pourcentages sont également applicables aux constructions rénovées qui respectent l'un de ces standards.

⁴ Lorsque les circonstances le justifient et que cette mesure est compatible avec le caractère, l'harmonie et l'aménagement du quartier, le département:

- a) peut autoriser, après consultation de la commune et de la commission d'architecture, un projet de construction en ordre contigu dont la surface de plancher habitable n'excède pas 25% de la surface du terrain, 27,5% lorsque la construction est conforme à un standard de haute performance énergétique, 30% lorsque la construction est conforme à un standard de très haute performance énergétique, reconnue comme telle par le service compétent;
- b) peut autoriser exceptionnellement, avec l'accord de la commune, exprimé sous la forme d'une délibération municipale, et après consultation de la commission d'architecture, un projet de construction en ordre contigu ou sous forme d'habitat groupé dont la surface de plancher habitable n'excède pas 40% de la surface du terrain, 44% lorsque la construction est conforme à un standard de haute performance énergétique, 48% lorsque la construction est conforme à un standard de très haute performance énergétique, reconnue comme telle par le service compétent. Si le projet de construction est instruit sous forme de demande préalable, les préavis et la délibération municipale font expressément mention de la possibilité d'augmenter le taux d'utilisation du sol lorsque la construction est de haut standard énergétique. Ces pourcentages sont également applicables aux constructions rénovées qui respectent l'un de ces standards.

Art. 114A Isolation périphérique de constructions existantes (nouveau)

¹ En cas d'isolation périphérique de constructions existantes, celle-ci n'est pas prise en compte dans le calcul des rapports de surface.

² L'alinéa 1 n'est pas applicable si les constructions bénéficient de rapports de surface augmentés en raison de la reconnaissance de la haute performance énergétique selon l'article 59, alinéas 1 et 4.

³ En cas d'isolation périphérique des constructions existantes, l'épaisseur de cette isolation n'est pas prise en compte, ni dans le calcul du gabarit, ni dans celui des distances aux limites de propriété ou entre constructions.

* * *

⁶ La loi sur les démolitions, transformations et rénovations de maisons d'habitation (mesures de soutien en faveur des locataires et de l'emploi), du 25 janvier 1996 (L 5 20), est modifiée comme suit:

Art. 6, al. 3, paragraphe 4 (abrogation des 3e et 4e tirets) et paragraphes 5 à 7 (nouveaux)

Les mesures suivantes peuvent également être répercutées sur les loyers aux conditions prévues par l'article 14 de l'ordonnance sur le bail à loyer et le bail à ferme d'habitations et de locaux commerciaux, du 9 mai 1990:

- les mesures destinées à réduire les pertes énergétiques de l'enveloppe du bâtiment;
- les mesures visant à une utilisation rationnelle de l'énergie;
- les mesures destinées à réduire les émissions des installations techniques;
- les mesures visant à utiliser les énergies renouvelables;
- le remplacement d'appareils ménagers à forte consommation d'énergie par des appareils à faible consommation.

Pour les loyers correspondant, avant travaux, aux besoins prépondérants de la population, le loyer après travaux n'excédera pas le montant maximum de la fourchette des loyers correspondant aux besoins prépondérants de la population, majoré:

- a) d'un montant correspondant à la baisse prévisible des charges énergétiques du locataire, auquel peut être rajouté, si nécessaire:
- b) un montant correspondant à la contribution énergétique du locataire, qui ne pourra pas dépasser 10 F par pièce, par mois.

Pour les loyers situés, avant travaux, au-delà des besoins prépondérants de la population, la hausse mentionnée ci-dessus n'excédera pas la baisse prévisible des charges énergétiques du locataire à laquelle peut être rajouté, si nécessaire un montant correspondant à la contribution énergétique du locataire qui ne pourra pas dépasser 10 F par pièce, par mois.

Art. 9, al. 5, lettres b et c (abrogées), et al. 6 (nouveau)

⁶ Les mesures suivantes peuvent également être répercutées sur les loyers, aux conditions prévues par l'article 14 de l'ordonnance sur le bail à loyer et le bail à ferme d'habitations et de locaux commerciaux, du 9 mai 1990:

- les mesures destinées à réduire les pertes énergétiques de l'enveloppe du bâtiment;
- les mesures visant à une utilisation rationnelle de l'énergie;
- les mesures destinées à réduire les émissions des installations techniques;
- les mesures visant à utiliser les énergies renouvelables;
- le remplacement d'appareils ménagers à forte consommation d'énergie par des appareils à faible consommation.

Pour les loyers correspondant, avant travaux, aux besoins prépondérants de la population, le loyer après travaux n'excédera pas le montant maximum de la fourchette des loyers correspondant aux besoins prépondérants de la population, majoré:

- a) d'un montant correspondant à la baisse prévisible des charges énergétiques du locataire, auquel peut être rajouté, si nécessaire:
- b) un montant correspondant à la contribution énergétique du locataire, qui ne pourra pas dépasser 10 F par pièce, par mois.

Pour les loyers situés, avant travaux, au-delà des besoins prépondérants de la population, la hausse mentionnée ci-dessus n'excédera pas la baisse prévisible des charges énergétiques du locataire à laquelle peut être rajouté, si nécessaire, un montant correspondant à la contribution énergétique du locataire qui ne pourra pas dépasser 10 F par pièce, par mois.

Art. 3 Entrée en vigueur

La présente loi entre en vigueur le lendemain de sa promulgation dans la Feuille d'avis officielle.

COMMENTAIRE DES AUTORITÉS

Loi modifiant la loi sur l'énergie (LEn), du 9 octobre 2009 (L 2 30 – 10258)

La loi 10258 a pour objectif principal de diminuer la consommation d'énergie. Aujourd'hui le mazout et le gaz destinés au chauffage des bâtiments et de l'eau sanitaire représentent la moitié de l'énergie consommée dans le canton et les deux tiers des émissions de CO₂. Les mesures prévues visent dès lors non seulement la construction de bâtiments neufs mais avant tout l'assainissement des bâtiments existants. Il s'agit, notamment, d'inciter les propriétaires à s'engager dans des rénovations tout en limitant les répercussions du coût de ces travaux sur les loyers.

Cette loi prévoit une importante révision de la loi sur l'énergie. Elle implique des modifications de la loi sur les démolitions, transformations et rénovations de maisons d'habitation, du 25 janvier 1996 (LDTR – L 5 20), de la loi générale sur les contributions publiques, du 9 novembre 1887 (LCP – D 3 05) et de la loi sur l'imposition des personnes physiques, du 27 septembre 2009 (LIPP – D 3 08). En application de l'article 53A de la constitution genevoise (référendum obligatoire) le peuple est aujourd'hui appelé à se prononcer sur l'ensemble de ces dispositions.

Les principales nouveautés amenées par cette loi consistent à

1. Renforcer les exigences pour les bâtiments neufs et les rénovations

- Tous les bâtiments neufs devront respecter un standard de haute performance énergétique du type Minergie et être équipés de panneaux solaires thermiques.

- L'installation de panneaux solaire thermiques sera obligatoire lors de la rénovation de la toiture d'un bâtiment. Pour la rénovation de grands bâtiments, les isolations devront être plus performantes que le standard usuel.

2. Obliger l'assainissement des bâtiments les moins performants

- La consommation d'énergie de tous les bâtiments existants fera l'objet d'un suivi systématique. Si la performance n'est pas satisfaisante, il sera obligatoire de réaliser un audit énergétique.
- Les propriétaires de bâtiments ayant une consommation d'énergie de chauffage particulièrement élevée seront contraints de prendre des mesures d'amélioration.

3. Généraliser la planification énergétique territoriale

- Les plans d'aménagement du territoire comporteront un concept énergétique territorial. Un tel concept planifie, pour une portion du territoire, des réseaux de distribution de chaleur ou de froid pouvant être alimentés par des sources renouvelables et des rejets thermiques issus du périmètre considéré.

4. Assurer l'exemplarité de l'Etat et des collectivités publiques

- Tous les bâtiments publics devront afficher un certificat énergétique.
- Les éclairage et illuminations publics devront garantir une utilisation économe de l'énergie.

5. Permettre le report d'une partie des coûts des travaux d'amélioration énergétique sur les loyers tout en limitant la hausse admissible des loyers

- Actuellement, les coûts des travaux de rénovation ne peuvent pas être reportés sur les loyers lorsque ceux-ci excèdent, avant travaux, un seuil qui se monte aujourd'hui à 3363 Frs par pièce par an. Pour les loyers inférieurs au seuil avant travaux, le report des coûts est possible jusqu'à concurrence du seuil. Exceptionnellement ce seuil peut être dépassé pour des travaux d'économie d'énergie dépassant les exigences légales, par exemple pour des rénovations respectant le standard Minergie.

- La nouvelle loi permettra de reporter les coûts des travaux énergétiques sur les loyers aux conditions suivantes:

Pour les loyers supérieurs au seuil avant travaux, la hausse des loyers ne pourra pas dépasser la baisse prévisible des charges du locataire à laquelle pourra être ajoutée, si nécessaire, un montant ne dépassant pas 10 Frs par pièce par mois.

Pour les loyers inférieurs au seuil avant travaux, les loyers après travaux ne pourront pas dépasser le seuil auquel est ajoutée la baisse prévisible des charges du locataire et si nécessaire, un montant ne dépassant pas 10 Frs par pièce par mois.

Au gré des augmentations du prix de l'énergie, la baisse des charges permettra de compenser une part toujours plus importante des coûts des travaux. La hausse supplémentaire de 10 Frs par pièce par mois sera ainsi amenée à diminuer progressivement.

Les nouvelles dispositions légales fixent ainsi uniquement un maximum à ne dépasser en aucun cas. De plus, la loi prévoit que c'est un règlement adopté par le Conseil d'Etat qui déterminera, une fois par an, le prix moyen de l'énergie qui servira de référence.

6. Instaurer un bonus conjoncturel à l'énergie.

- Un bonus conjoncturel à l'énergie d'un maximum 10 millions de francs par an permettra de couvrir une partie des coûts des travaux énergétiques qui ne pourront pas être répercutés sur les loyers. Cette subvention sera destinée aux immeubles d'habitation soumis à la LDTR.

La loi 10258 a été adoptée par le Grand Conseil, lors de sa séance du 9 octobre 2009 par 61 oui, 19 non et 0 abstentions.

Point de vue de la minorité du Grand Conseil

Une minorité des élus s'est opposée à cette loi en raison de l'amendement à la LDTR jugé inéquitable envers les locataires. La nécessité de faire des économies d'énergie et de diminuer les émissions de gaz à effet de serre n'est nullement contestée. Cependant les opposants à la loi estiment que ces objectifs doivent se réaliser sans qu'il soit nécessaire de reporter les coûts des travaux de rénovation sur les loyers.

En raison du niveau élevé des loyers à Genève et de l'importance de la crise économique, ces élus s'opposent à toute majoration des loyers. Ils considèrent qu'il est du ressort des propriétaires de financer les travaux d'amélioration énergétiques.

Point de vue du Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat constate que la loi adoptée par le Parlement reprend les principales propositions de son projet de loi. Les nouvelles exigences pour les bâtiments neufs et les rénovations permettront à la fois de réduire les émissions de gaz à effet de serre et de diminuer durablement la facture énergétique des bâtiments concernés.

Les plus grands potentiels d'économie d'énergie se situent au niveau du parc immobilier existant. Dès lors, le projet de loi prévoit d'identifier les bâtiments dont la surconsommation est la plus flagrante afin de pouvoir y remédier.

De plus, il s'agit non seulement d'assurer la qualité énergétique des bâtiments, mais aussi d'accélérer le rythme des rénovations. Le report partiel des coûts des travaux énergétiques sur les loyers et l'instauration d'un bonus conjoncturel à l'énergie incitera les propriétaires à engager des travaux de rénovation. Dans le même temps, non seulement les locataires bénéficieront de la baisse des charges mais, de plus, les conditions du report des coûts sur les loyers leur sont beaucoup plus favorables que si l'on appliquait la législation fédérale. Celle-ci permet en effet de répercuter l'intégralité des coûts des travaux d'amélioration énergétique. C'est ainsi que la loi adoptée par le Grand Conseil exprime une volonté claire de contenir l'augmentation des loyers en cas de rénovation.

Voilà les raisons pour lesquelles le Grand Conseil invite les citoyens et les citoyennes à voter OUI le 7 mars prochain.

Prises de position



PRISES DE POSITION

Recommandations des partis politiques, autres associations ou groupements

OBJET 1 Acceptez-vous l'arrêté fédéral du 25 septembre 2009 relatif à un article constitutionnel concernant la recherche sur l'être humain?

OBJET 2 Acceptez-vous l'initiative populaire «Contre les mauvais traitements envers les animaux et pour une meilleure protection juridique de ces derniers (Initiative pour l'institution d'un avocat de la protection des animaux)»?

OBJET 3 Acceptez-vous la modification du 19 décembre 2008 de la loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (LPP) (Taux de conversion minimal)?

VOTATION FÉDÉRALE	OBJETS	1	2	3
PARTI LIBÉRAL GENEVOIS		OUI	NON	OUI
LES VERTS		---	---	NON
M.C.G. MOUVEMENT CITOYENS GENEVOIS		OUI	OUI	NON
LES SOCIALISTES		OUI	OUI	NON
PDC LES DÉMOCRATES-CHRÉTIENS		OUI	NON	NON
LES RADICAUX.		OUI	NON	OUI
UDC GENÈVE		OUI	NON	OUI
ATTAC – GENÈVE		---	---	NON
AVIVO – ASSOCIATION DE DÉFENSE ET DE DÉTENTE DE TOUS LES RETRAITÉS ET FUTURS RETRAITÉS		---	OUI	NON
BAISSEZ VOS CHARGES ET PROTÉGEZ LE CLIMAT !		---	---	NON
CARTEL INTERSYNDICAL DU PERSONNEL DE L'ÉTAT ET DU SECTEUR SUBVENTIONNÉ		---	---	NON
CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DES SERVICES DE GENÈVE		OUI	---	OUI

VOTATION FÉDÉRALE	OBJETS	1	2	3
DÉFENSE DES AÎNÉ-E-S, DES LOCATAIRES, DE L'EMPLOI ET DU SOCIAL		---	---	NON
FÉDÉRATION DES ENTREPRISES ROMANDES GENÈVE		OUI	---	OUI
GROUPE RETRAITÉS UNIA		---	---	NON
PARTI DU TRAVAIL		OUI	NON	NON
PARTI ÉVANGÉLIQUE GENÈVE (PEV)		OUI	OUI	NON
SIT – SYNDICAT INTERPROFESSIONNEL DE TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS		OUI	---	NON
SOLIDARITÉS		OUI	OUI	NON
SYNDICAT DES SERVICES PUBLICS (SSP/VPOD)		OUI	---	NON
SYNDICAT UNIA		---	---	NON
WWW.PS-GE.CH		OUI	OUI	NON

PRISES DE POSITION

Recommandations des partis politiques, autres associations ou groupements

OBJET 1 Acceptez-vous la loi modifiant la loi sur l'énergie (LEn), du 9 octobre 2009 (L 2 30 - 10258)?

VOTATION CANTONALE	OBJET	1	OBJET	1
PARTI LIBÉRAL GENEVOIS		OUI	GROUPE RETRAITÉS UNIA	NON
LES VERTS		OUI	PARTI DU TRAVAIL	NON
M.C.G. MOUVEMENT CITOYENS GENEVOIS		NON	PARTI ÉVANGÉLIQUE GENÈVE (PEV)	OUI
LES SOCIALISTES		NON	POUR DES ÉCONOMIES D'ÉNERGIES	OUI
PDC LES DÉMOCRATES-CHRÉTIENS		OUI	POUR LA DIMINUTION DES BESOINS ÉNERGÉTIQUES DANS LES BÂTIMENTS	OUI
LES RADICAUX.		OUI	POUR LA DIMINUTION DES CHARGES DE LOYERS	OUI
UDC GENÈVE		NON	POUR LA PROTECTION DU CLIMAT	OUI
ASLOCA ASSOCIATION GENEVOISE DE DÉFENSE DES LOCATAIRES		NON	POUR LE DÉVELOPPEMENT DES ÉNERGIES RENOUVELABLES	OUI
AVIVO – ASSOCIATION DE DÉFENSE ET DE DÉTENTE DE TOUS LES RETRAITÉS ET FUTURS RETRAITÉS		NON	RASSEMBLEMENT POUR UNE POLITIQUE SOCIALE DU LOGEMENT	NON
BAISSEZ VOS CHARGES ET PROTÉGEZ LE CLIMAT!		OUI	SOLIDARITÉS	NON
CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DES SERVICES DE GENÈVE		OUI	SYNDICAT DES SERVICES PUBLICS (SSP/VPOD)	NON
COMITÉ POUR LES RÉNOVATIONS D'IMMEUBLES		OUI	SYNDICAT UNIA	NON
DÉFENSE DES AÎNÉ-E-S, DES LOCATAIRES, DE L'EMPLOI ET DU SOCIAL		NON	WWF-GENÈVE: POUR UNE MEILLEURE ISOLATION DES BÂTIMENTS ET POUR LE CLIMAT	OUI
FÉDÉRATION DES ENTREPRISES ROMANDES GENÈVE		OUI	WWW.PS-GE.CH	NON
FÉDÉRATION DES MÉTIERS DU BÂTIMENT – FMB		OUI		

Heures du scrutin

Pour voter, vous devez impérativement vous munir de votre carte de vote et du matériel reçu à domicile.

Où et quand voter?

Vote par correspondance

Vous pouvez voter par correspondance immédiatement en utilisant le matériel annexé à la présente brochure. Pour que votre vote soit admis, il doit parvenir au service des votations avant le samedi 6 mars 2010 à 12 h.

Pour garantir l'acheminement postal dans le délai prescrit, il vous est recommandé d'expédier votre enveloppe de vote au plus tard jeudi 4 mars 2010. Attention à l'heure de levée du courrier.

Dans votre commune

Le scrutin est ouvert le dimanche 7 mars 2010 de 10 h à 12 h. Veuillez vous munir d'une pièce d'identité.